

Interview de Georges Berthoin: les motivations des candidatures d'adhésion britanniques de 1961 et 1967 (Paris, 22 juillet 2005)

Source: Interview de Georges Berthoin / GEORGES BERTHOIN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 22.07.2005. CVCE, Sanem (Luxembourg). - VIDEO (00:15:49, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_georges_berthoin_les_motivations_des_candidatures_d_adhesion_britanniques_de_1961_et_1967_paris_22_juillet_2005-fr-21e74ea9-a4f7-4cd8-9449-568311b05048.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Georges Berthoin: les motivations des candidatures d'adhésion britanniques de 1961 et 1967 (Paris, 22 juillet 2005)

[Étienne Deschamps] Est-ce que les motivations des Britanniques sont les mêmes en 1961 et en 1967?

[Georges Berthoin] Ce sont les mêmes. Alors, les motivations. Motivations: entrer dans le système en espérant qu'on pourra le changer, d'où l'histoire du «destructively» et en même temps... Alors, c'est très difficile en quelques mots d'expliquer la politique britannique, mais elle n'a pas cessé d'avoir une influence déterminante sur la manière dont la Communauté s'est développée. Vous avez exactement la même situation aujourd'hui. Tous les pays, sauf les pays du Benelux, les pays du Benelux jusqu'à maintenant n'étaient pas ambigus à l'égard de l'idée européenne. L'Allemagne, jusque Schroeder, n'était pas ambiguë à l'égard de la construction européenne, elle n'était même pas fédérale. L'Italie également. La France et la Grande-Bretagne étaient très ambiguës. Donc, si vous voulez, cette double ambiguïté n'a pas cessé de gêner le développement européen et de nous faire perdre énormément de temps à tous. Et finalement, contre les intérêts nationaux, et britanniques, et français. Mais voilà, c'est un fait. Ce que les Britanniques souhaitaient, c'était dans le système, parce qu'ils s'apercevaient que les progrès européens devenaient tellement importants, que les décisions qui seraient prises à l'intérieur des institutions européennes auraient un effet sur leur propre développement économique, mais qu'ils n'étaient pas à la table où les décisions étaient prises. Donc, ils se sont dit: «Nous aurons les conséquences des décisions que nous ne prenons pas. Nous les subissons, nous ne les prenons pas.» Donc, l'idée a été: «Soyons dans les institutions, en espérant les changer. Mais même si on ne les change pas, pour être dans le système et pour participer aux décisions.» Voilà! Alors, c'est une situation ambiguë. Ils n'ont pas – je parle des officiels parce qu'il y a des Britanniques, comme je vous ai dit tout à l'heure, qui étaient vraiment des fédéralistes. Après tout d'ailleurs le mouvement fédéraliste a été très puissant en Grande-Bretagne – ils n'ont pas, c'est la même chose pour les Français et c'est encore la situation actuelle, ils n'ont pas pris une position claire sur ce problème de l'unité européenne, décision claire qui avait été prise à l'époque par Jean Monnet, par Adenauer, par Spaak, par Schuman, par Gasperi, là il n'y avait aucune ambiguïté. C'est après que les ambiguïtés se développaient au fur et à mesure qu'on avançait. Mais, en même temps, si vous voulez, il y avait cette espèce de développement diabolique de l'affaire européenne. C'est que chaque pas en avant posait aux différents gouvernements, y compris au gouvernement britannique, la question de savoir si, pour que ce pas ne soit pas ingérable, il ne fallait pas en faire un autre. Ou alors, décider de reculer. Et plus on avançait, plus le coût du recul devenait grand. Ça a été illustré, par exemple, pour l'union monétaire puisqu'on a discuté dans les négociations avec les Britanniques, la question du statut de la livre sterling, etc. Avoir un Marché commun sans unité monétaire et sans monnaie commune, c'était risquer la dislocation du Marché commun par les dévaluations ou les réévaluations compétitives, si vous voulez, donc chaque cas, chaque pas vous engageait vers un autre ou vers un recul. Et le paradoxe a voulu que l'intérêt national devenait de plus en plus associé au succès européen, même pour les Britanniques. Alors, la différence, si vous voulez, c'est que Macmillan avait, je dirais, je vous l'ai expliqué, un certain engagement européen personnel. Ce n'était pas le cas de Wilson. Wilson était un homme très complexe, et complexé d'ailleurs. C'est intéressant, parce qu'on a eu des réunions au numéro 10, Downing Street et Wilson, qui était un homme intelligent, mais il n'était pas sûr de lui donc il voulait vous expliquer, vous montrer qu'il était intelligent, ce qui nous faisait perdre un temps fou dans les discussions, et qui donnait à ses interlocuteurs l'impression qu'il se sentait dans une certaine situation d'insécurité. Il n'avait pas le charisme de celui qui s'impose. Macmillan, lui, utilisait ses maladresses pour avoir l'air du vieil oncle, n'est-ce pas et même les caricaturistes se sont régalés avec lui, mais il était malin, il était malin, il était «shrewd», comme on dit en anglais. Wilson non, je dirais, il était un politicien habile, il n'était pas un homme d'État. Alors, il a voulu reprendre la chose et il a voulu contrer de Gaulle. C'est-à-dire qu'il a fait des déclarations, il faisait faire des déclarations lui-même ou par Lord Chalfont, qui était chargé des affaires européennes, et qui, sur le plan de la rhétorique, étaient presque fédéralistes. Je vais vous citer un incident qui est très révélateur: monsieur Saragat était président de l'Italie et socialiste, il vient en visite officielle à Londres et, comme toujours dans les visites officielles, on prépare à l'avance les communiqués communs et les Italiens avaient demandé dans la préparation du communiqué commun que les Britanniques se prononcent en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Bien. Donc, tout était préparé. J'avais de très bons amis dans la délégation italienne et le communiqué commun devait être publié un lundi. Et le dimanche, c'était le fameux dimanche du référendum perdu par de Gaulle. Et il annonce sa démission. Donc, le conseiller diplomatique de monsieur

Saragat me téléphone, à dix heures du soir, il était au Ritz, non, pas au Ritz, au Claridge's et il me dit: «Est-ce que tu peux passer, il y a un problème, etc.» Alors j'y vais. Les Britanniques mettent en cause le communiqué commun. Ils ne veulent plus qu'on parle de l'élection du Parlement européen, puisque de Gaulle n'était plus là. Donc, si vous voulez, toute la stratégie qui consistait – moi, j'ai posé un jour la question à Lord Chalfont et Chalfont me disait: «Ce qui est important, c'est qu'il y ait tant de colonnes dans les journaux continentaux sur nos déclarations européennes. Occuper, occuper, occuper le terrain.» Mais le passage à l'acte, c'était tout à fait autre chose. Et là, tout d'un coup, de Gaulle s'en va et il y a ce communiqué qui était préparé. Eh bien, le communiqué n'a pas été publié. Donc, si vous voulez, on a vu... Bon, j'avais dit: «Insistez, ça a été décidé, tout le monde était d'accord.» Mais évidemment, de Gaulle n'est plus là, donc on n'a plus besoin de faire cette politique. Donc, si vous voulez, Wilson a manœuvré, vous voyez, manœuvré sur les affaires européennes. Celui qui avait une crédibilité en matière de négociations et qu'il avait pu acquérir pendant la première négociation, c'était Edward Heath. Il a été maltraité par les historiens, Edward Heath. Il a été, au début, un bon négociateur. Il n'avait pas une très grande liberté de négociation, il suivait les instructions de son gouvernement. Il a très bien compris la Communauté, c'est incontestablement l'homme politique britannique qui a le mieux compris la Communauté et l'esprit communautaire. Il a très bien compris les idées de Jean Monnet, un rapport personnel très fort s'est établi entre les deux hommes. Les deux hommes n'étaient pas des gens qui se tapaient sur l'épaule sans arrêt, ce n'était pas du tout le tempérament, mais ils ont compris, si vous voulez, l'un et l'autre. Et Heath, je le dis parce qu'il est mort il y a quelques jours, on ne lui a pas rendu hommage parce les Britanniques en général, l'opinion britannique a toujours été majoritairement anti-européenne. L'establishment a été toujours très divisé, mais on a reproché à Heath d'être allé trop loin dans les concessions vers l'idée fédérale, d'une part, et vers les demandes françaises à l'époque de Pompidou, plus tard. Et en même temps, si vous voulez, la raison pour laquelle il n'occupe pas dans l'histoire britannique une place qu'il mériterait, c'est qu'il a engagé une épreuve de force avec les syndicats britanniques, l'épreuve de force qui, plus tard, a été engagée par madame Thatcher, et avec les mineurs britanniques. Et les mineurs britanniques, on les connaissait bien. Moi, je suis allé faire des réunions, et alors là, c'était impeccable du point de vue juridique, c'était le charbon, donc, il n'y avait aucun problème. Moi, je suis allé dans des réunions de mineurs, au pays de Galles, j'ai parlé à ces gens-là. Les syndicats de mineurs britanniques, c'est l'aristocratie de la classe ouvrière britannique et, en même temps, ils étaient les maîtres du parti travailliste et ils étaient assez favorables à l'idée de l'Union européenne, je vous ai expliqué ça.

[Etienne Deschamps] Il y avait donc une différence assez franche au sein de la classe politique britannique entre conservateurs et travaillistes sur les questions européennes?

[Georges Berthoin] Oui, alors, les partis politiques étaient... Si vous voulez, par opportunisme, Gaitskell, qui était le leader du parti travailliste était contre; les conservateurs étaient en partie pour. Heath a essayé de lier... Ce qui s'est passé, si vous voulez, c'est que l'économie britannique était paralysée par une..., on était sans cesse en grève. Moi, je connaissais tous les chefs des syndicats, j'étais le seul à inviter régulièrement tous les membres, 36 membres, par un ou par petits groupes du TUC, Trade Union Congress, qui est la fédération de toutes les Trade Unions. Et, à titre individuel, je suis allé siéger dans les instances, même syndicales, puisque au début, je vous ai dit, ce sont les syndicalistes britanniques qui m'ont aidé. Ils disaient: «On ne peut pas continuer comme ça.» Pour la moindre chose, il y avait des grèves. Donc, le pays était dans une situation sociale désastreuse et dans une situation économique désastreuse. Il y avait la maladie anglaise, comme on disait, c'était l'«english disease», l'homme malade de l'Europe, etc. Donc, il fallait une réforme. Bon, alors, les chefs syndicalistes nous le disaient en privé, mais ce n'étaient pas eux qui pouvaient prendre la direction de cette affaire-là. Gaitskell était un intellectuel, il n'était pas du tout de la classe ouvrière, mais Gaitskell jouait, si vous voulez, de l'ambiguïté européenne et était contre puisque les conservateurs étaient de plus en plus européens, sous l'influence de Macmillan, même avec les ambiguïtés, ou de Heath. Alors, Heath a voulu mêler, si je puis dire, l'ouverture de l'économie et de la société britannique, ce qu'on pouvait appeler la résurrection économique britannique, à l'entrée dans l'Europe. C'est un peu ce qu'a fait de Gaulle en 1959, si vous voulez, c'est que la mise en œuvre de la constitution de la Ve République, c'est le 1er janvier 1959, exactement la date de la mise en œuvre, de l'application des traités de Rome. Donc, de Gaulle a vu dans ce traité de Rome et cette ouverture des frontières, le moyen de réveiller l'économie française et donc, c'est pour ça même qu'il a demandé l'accélération de la période de transition. Heath a voulu faire le même pari, mais il l'a raté parce qu'il a pris de front, il a engagé un conflit avec le syndicat des mineurs et il

l'a perdu. Le pays a été paralysé et il a perdu les élections, etc., etc. Donc, comme il était à la fois Européen et il voulait cette sorte de libéralisation, enfin à l'intérieur de cadres dressés, le parti travailliste, pour gagner les élections, a prit une attitude anti-européenne et a défendu le syndicat des mineurs, etc., etc. Mais, ce qui est intéressant, c'est que Heath a été très habile lorsqu'il a présenté les traités européens. Il a donné liberté de vote. Il n'a pas imposé la discipline de parti au groupe conservateur et il savait parfaitement bien qu'il y aurait des défections, parce que les conservateurs n'en voulaient pas. Alors qu'en face, les travaillistes ont pris ce qu'ils appellent le «three line whip», c'est-à-dire «discipline stricte» et elle n'a pas été respectée. Des gens comme Roy Jenkins, Thompson, etc. ont voté selon leur conscience contre la discipline de parti, ce qui fait que Heath a réussi, alors qu'il avait une toute petite majorité à la Chambre des communes, à faire ratifier le traité dans des conditions très, très favorables. Et puis, il y a eu d'autres débats par la suite. Alors là, la majorité est tombée à huit, je me souviens de cette séance où c'était vraiment très juste. Mais, si vous voulez, chacun a jugé, malgré les disciplines ou les libertés de vote, a jugé cette affaire européenne en conscience. Et tout le groupe Labour Committee for Europe, que je connaissais très bien, que je voyais sans cesse, je les connaissais tous un par un, ont été plus européens que disciplinés à l'égard des décisions du parti. Alors, Wilson – je reviens un peu en arrière – a conquis – alors là, je me trompe peut-être un petit peu dans les dates – Wilson a promis ce qui avait été demandé: un référendum. Et ce référendum a eu lieu après l'entrée effective de la Grande-Bretagne et alors, ce qui est très amusant et c'est ce qu'on m'avait expliqué pour le référendum sur la Constitution européenne, les partisans du «oui» à l'époque, dans la campagne européenne, ont joué sur l'instinct conservateur des Britanniques, qui détestent changer. «On est dedans, pourquoi le défaire, puisqu'on a survécu?» Donc, ils se sont dit: «On est dedans depuis un an ou deux.» Donc le «oui» a gagné au référendum.